

# MÉLANGES RELIGIEUX.

## POLITIQUES, COMMERCIAUX ET LITTÉRAIRES.

Vol. XI. Montreal, Vendredi, 8 Septembre 1848. No. 102.

### ROME.

Quelques-uns des bataillons de volontaires romains qui ont capitulé à Vicence et se sont fait condamner par les Autrichiens à trois mois de repos, sont rentrés à Rome où le parti libéral leur a décerné les honneurs d'un solennel triomphe. Le sénat et le peuple se sont portés à leur rencontre jusqu'à Ponte Mole : les rues étaient jonchées de fleurs, les murailles décorées de tentures. Le vieux prince Corsini, sénateur de Rome, dans une harangue digne de Tite Live, exalta leurs exploits et leur a promis des récompenses nationales. Les légions victorieuses de l'ancienne Rome eussent envié l'éclat de ce triomphe. Il faut bien pardonner un peu d'exagération à l'enthousiasme militaire des Romains. Parmi ces volontaires d'ailleurs, il y a des victimes, s'il n'y a pas eu de grands héros. Plusieurs ont été blessés; d'autres, peu habitués aux fatigues de la guerre, sont rentrés dans leurs foyers dans un état de souffrance qui méritent tout l'intérêt de leurs concitoyens. Aussi applaudissons-nous de tout notre cœur à l'acte de munificence du marquis Patrizzi qui vient d'offrir pour les premiers besoins des plus nécessiteux une somme de 10,000 écus romains (environ 54,000 fr.). Cela vaut mieux que toute la poésie dont le parti libéral a déjà entouré ces pauvres volontaires. Les fumées de la gloire leur sont montées à la tête : on les a reçus comme des vainqueurs, ils ont dû se croire une puissance, et malheureusement l'attitude qu'ils ont prise indique assez que si devant les autrichiens la fortune ou toute autre cause a trahi leur courage, ils entendent porter haut la tête et la parole au milieu de leurs concitoyens. A la suite d'une copieuse collation que le prince Doria, ministre de la guerre, leur a fait servir dans les galeries de son palais, le choix entre deux sermons leur ayant été offert, ils ont déclaré qu'ils ne voulaient ni de l'un de l'autre, mais qu'ils prétendaient s'installer plus confortablement dans un couvent du voisinage, le couvent des Jésuites, dont une partie est encore occupée par le collège germanique. Le prince Doria et le prince Aldebrandini, général de la garde civique, ont vainement essayé de leur faire comprendre l'inconvenance et l'irrégularité de leur demande. Il a fallu en passer par la volonté de ces nouveaux maîtres. Le ministre Mamiani s'était d'abord empressé d'accéder à leur demande. Mais cette concession n'a été qu'une lâcheté gratuite : sans attendre sa permission, les volontaires s'étaient installés dans la sainte demeure des religieux prosaïtes. Le Saint-Père, que cette série d'actes outrageants pour son autorité contristait profondément sans ébranler son courage, a déclaré par l'organe de la *Gazette Officielle de Rome*, que cette permission est exclusivement le fait de l'autorité ministérielle. Pie IX en est réduit à protester contre le ministère que l'événement lui a imposé, et que la violence seule maintient au pouvoir.

Un autre événement plus douloureux et plus grave a porté la consternation dans Rome et l'affliction la plus vive dans le cœur du souverain pontife. Le 26 juillet, vers huit heures et demie du soir, un jeune prêtre, M. Francesco Ximenès principal rédacteur d'un petit journal intitulé le *Cassandriano* se rendant au couvent du Gesù pour y embrasser ses deux frères qui font partie de la légion des volontaires, fut frappé d'un coup de poignard et tomba mort sur la place. Ce jeune prêtre écrivait en même temps dans le *Labaro*. Quoique l'assassin n'ait pas été arrêté, personne ne doute qu'une vengeance politique n'ait armé son bras. Le *Labaro* publie les lignes suivantes qui suffisent pour montrer où en est aujourd'hui la liberté et la sécurité des bons citoyens à Rome :

"Un de nos compagnons est tombé hier au soir percé d'un coup de poignard. La liberté d'opinion et la liberté personnelle n'étant plus garanties, la direction du *Labaro* suspend la publication de ce journal jusqu'à ce que les lois aient repris leur empire."

30 juillet.—La crise ministérielle paraît terminée pour le moment. Le comte Mamiani et la plupart de ses collègues conservent leurs portefeuilles. L'*Epoca* triomphe de ce succès, et dans son enthousiasme elle va jusqu'à crier VIVE PIE IX ! en ajoutant, comme de raison : VIVE MAMIANI.

Nous sommes loin de partager la joie de la feuille ministérielle : l'homme qui depuis trois mois fait une opposition scandaleuse au souverain pontife, l'homme qui n'a su jusqu'ici qu'aggraver la situation de son pays, n'est pas le ministre que nos vœux auraient appelé dans les conseils de Pie IX. La formation d'un nouveau ministère, même sous les auspices de Mamiani, est cependant un bien dans les circonstances actuelles. Si la nouvelle des désastres de Parme piémontaise fut arrivée à Rome pendant l'inter-règne ministériel, la tranquillité publique aurait pu se trouver compromise. La garde prétorienne que Mamiani a recueillie dans le couvent des Jésuites, ces débris indisciplinés de volontaires battus à Vicence, bataillons presque entièrement composés d'individus soumis à la surveillance de la police, n'auraient-ils pas secondé par quelque manifestation turbulente les intrigues des clubs qui veulent à tout prix maintenir au pouvoir le chef de la coterie radicale ? En se résignant aux nécessités qui l'ont privé du libre choix de ses ministres, Pie IX n'a fait du reste aucune concession ; c'est le ministère qui a dû accepter le programme du Pape, de tout point conforme à ses précédentes déclarations. Prendre des mesures pour empêcher la violation du territoire pontifical, former une alliance avec les princes italiens pour la défense commune, voilà la ligne politique nettement tracée par Pie IX au nouveau ministère.

—Les nouvelles de Rome arrivées aujourd'hui par voie extraordinaire vont jusqu'au 4 août. Depuis trois jours, c'est-à-dire depuis que l'on connaissait le désastreux résultat de la bataille perdue par l'armée piémontaise, Rome était en proie à une agitation inexprimable. Le langage des journaux révolutionnaires a pris un caractère de violence qui passerait chez nous pour un appel à la révolte. Il y aurait lieu, en effet, de s'effrayer de ces provocations incendiaires, si l'on ne savait tout ce qu'il y a de vide et d'impulsives pensées au fond de toutes ces déclamations furibondes. On dirait que ce malheureux parti d'agitation, après

avoir compromis par ses folies le magnifique avenir que la sagesse et la généreuse initiative de Pie IX. préparaient à l'Italie, veut achever de se perdre par le ridicule.

Quand on se rappelle ce qu'ont produit jusqu'ici tous les appels au patriotisme des Italiens ; quand on a vu les registres d'enrôlements volontaires recevoir quatre noms dans la province de Bologne, et pas un seul dans la légation de Ferrare ; quand on compare les actes aux paroles depuis le commencement de la lutte contre l'étranger, on éprouve une commisération profonde pour le peuple malheureux que des sophistes ont repoussé de chimères ; mais on ne peut se défendre d'un sentiment d'indignation et de mépris pour tous ces rhéteurs dont les redondantes rentraient l'Italie la risée du monde, si d'aussi grandes infortunes n'excitaient pas dans les âmes les plus douloureuses sympathies.

Il est triste de voir que le Conseil des Députés de Rome n'a pas su se garder de ces entraînements emphatiques et ne nous a encore offert, dans les graves circonstances où s'est trouvée l'Italie depuis qu'il est assemblé, que le spectacle de sa bruyante impuissance et quelquefois celui d'une coupable opposition à l'autorité du Souverain Pontife. A la nouvelle de la défaite de l'armée piémontaise, le Conseil, qui avait suspendu ses séances pendant la crise ministérielle, s'est réuni de nouveau et a rédigé une adresse qu'une commission a été chargée de présenter au Saint-Père, le 2 août. Voici le texte de cette adresse :

"Dans la détresse de la patrie, le Conseil des députés a recours à Votre Sainteté, au nom de laquelle l'Italie se lève pour défendre le droit de sa nationalité, droit consacré par les divines paroles que vous avez adressées à ces princes qui veulent appuyer uniquement sur le fer leur domination.

"L'indépendance d'un Etat italien ne peut être sûr si l'Italie entière n'est indépendante. Il s'agit pour nous d'être ou de n'être pas ; pour vous, Prince, il s'agit de gouverner un peuple libre, ou d'être avec nous l'esclave de l'étranger ; et comme Pontife, de défendre le domaine de l'Eglise dont vous êtes le vénérable chef. Le Conseil des députés est déterminé à défendre jusqu'à l'extrémité tous les droits de l'Eglise, du peuple, de la nation. Très-Saint-Père, ayez confiance dans les représentants de votre peuple, élus en vertu de cette loi sanctionnée par vous ; ayez confiance dans notre religion, dans l'amour que nous vous portons, amour qui est lui-même une religion. Secourez-nous, secourez l'Italie au nom de Dieu !... Nous croyons nécessaire d'appeler aux armes un nombre suffisant de volontaires, de mobiliser les gardes nationales, d'appeler sous les drapeaux de Votre Sainteté une légion étrangère, et de procurer au trésor de l'Etat des moyens extraordinaires.

"Nous sommes résolus à tous les sacrifices, parce que nous voulons à tout prix sauver, à vous, vos Etats et la gloire, à l'Italie son indépendance, l'honneur à tous. Nous voulons préserver l'Etat des discordes intestines et des funestes révolutions qui nous menacent, si nous ne donnons pas une bonne direction à l'enthousiasme populaire, et si votre autorité ne fortifie pas la nôtre.

"Très-Saint-Père, entendez la voix de vos fils dévoués : oh ! ne permettez pas que sous le règne de Pie IX, le souvenir d'un désastre de l'armée italienne pèse sur notre conscience comme un remords."

La réponse du Pape à cette adresse emphatique a été admirable de calme, de prudence et de noble fermeté :

"J'ai aimé, a dit le Saint-Père, à vous entendre prononcer le nom du statut fondamental ; j'en appelle moi-même à ce statut, et c'est lui qui suggère ma réponse à vos demandes. Vous réclamez de grandes et extraordinaires mesures qui doivent être soumises d'abord à l'examen du Haut Conseil avant que je puisse vous faire ma réponse. En attendant je dois vous prévenir, messieurs, que les armées ne s'improvisent pas. Le grand capitaine de notre siècle qui vivait au temps de ma jeunesse, et que tous vous avez connu, sinon en personne, au moins par l'histoire, même dans les extrémités les plus pressantes, ne se hâta jamais à conclure sur le champ de bataille des hommes ramassés à la hâte et non formés à la discipline militaire. Vous parlez de faire appel à des légions étrangères : mais cet appel exige du temps pour les négociations, pour les voyages, et d'un autre côté vous parlez de dangers imminents. Espérez que la Providence de Dieu renverra aux besoins de l'Etat et de l'Italie, en employant des moyens que nous ne connaissons pas, et que nous devons adorer.

"Il y a parmi vous un grand nombre de conseillers qui, ne se laissant pas emporter par l'impétuosité des passions, connaissent les vrais besoins du pays, parmi lesquels le plus nécessaire, le plus urgent est de rétablir l'ordre ainsi troublé et foulé aux pieds. Mon affection et ma bénédiction vous accompagnent !"

Ce ministère Mamiani, qui venait d'être modifié, se reconnaissant incapable de suffire aux nécessités d'une situation dont il a si malheureusement aggravé le péril, n'a su que renouveler l'offre de sa démission. Cette fois elle a été formellement acceptée. Le soir même, Pie IX a fait publier la proclamation suivante :

### PIUS PP. IX.

"L'agitation qui s'est emparée des esprits par suite des événements qui s'accomplissent successivement demande vivement à être calmée autant qu'il dépend de nous, et veut que nous ramenions la confiance. Le ministère, depuis longtemps démissionnaire, a renouvelé aujourd'hui ses instances pour sa retraite définitive. Ne pouvant demeurer ainsi, nous avons appelé et fait venir à Rome le pro-légat d'Urbino et Pesaro comte Fabri, qui fera partie de la nouvelle combinaison ministérielle. Ces soins que nous avons pris doivent ranimer dans l'esprit de tous les bons la confiance qui sera encore mieux rassurée par les mesures que le gouvernement jugera opportun d'adopter.

"Quelques-uns se plaignent qu'on n'ait pas pris des mesures pour remédier aux choses de Ferrare ; pourtant nous n'avons pas hésité à faire connaître nos sentiments qui ont été déjà exprimés par notre cardinal secrétaire d'Etat, et qui ont été manifestés aussi à Vienne. Nous avons déjà dit, et

nous répétons encore, que notre volonté est qu'on défende les frontières de l'Etat, et que nous ayons à cet effet autorisé le précédent ministère à prendre les moyens appropriés.

"Du reste, il n'est que trop vrai que dans tous les temps et dans tous les gouvernements, les périls extérieurs sont mis à profit par les ennemis de l'ordre et de la tranquillité publique, pour troubler les esprits et les cœurs des citoyens, que nous désirons toujours, mais plus particulièrement en ces moments, voir unis de concert. Que Dieu veuille à la garde de l'Italie, de l'Etat de l'Eglise, et de cette ville ; qu'il en confie la protection immédiate à la grande protectrice de Rome, Marie très-Sainte, et aux princes des apôtres ; et quoique plus d'un sacrilège ait alligé la capitale du monde catholique, nous conservons la confiance que les prières de l'Eglise monteront en présence du Seigneur pour faire descendre les bénédictions qui confirment les bons et ramènent ses ennemis dans les voies de l'honneur et de la justice.

"Donné à Rome, près Sainte-Marie-Majeure, sous le sceau du Pêcheur, le 2 août 1848, troisième année de notre Pontificat.

### PIUS PP. IX.

Le nouveau ministère n'était pas encore définitivement formé au départ du courrier. L'attitude de la garde civique était peu rassurante. Les volontaires nouvellement arrivés de Vicence inspiraient aussi beaucoup d'inquiétude. Mais les bons citoyens avaient foi dans le secours du ciel et la sagesse de Pie IX.

ETATS-ROMAINS.—Pendant que la Lombardie retombait ainsi au pouvoir de l'Autriche, le général Walden envahissait les Etats romains, et arrivait jusque dans Bologne, traitant ainsi en pays conquis un territoire neutre. Bologne avait du reste reçu les Autrichiens sans résistance ; mais le 9, le général Walden ayant imposé à la ville une contribution de 100,000 écus romains et demandé des otages pour le paiement de cette somme et la soumission des habitants, ceux-ci se sont insurgés et ont sonné le tocsin.

Un conflit terrible a eu lieu dans le quel les Bolognais ont fait 72 prisonniers, tué 40 soldats et un officier. Il y avait dans la ville 3000 hommes d'infanterie, 500 de cavalerie, et 13 canons. Le peuple était dans un tel état d'exaspération qu'il a poursuivi les Autrichiens hors de la ville, armé seulement de couteaux. Le curé était à la tête des insurgés. Les Autrichiens, ralliés et formés en bataille, ont bombardé la ville ; deux palais taient déjà incendiés, et le feu a pris à l'un des faubourgs. Les Bolognais, quoique peu nombreux et n'ayant que 50 carabiniers, 30 douaniers, 500 hommes de ligne et la garde nationale, ont tenu bon.

A la fin, ils ont ris d'assaut Montagnola, et chassé les Autrichiens après leur avoir fait encore 50 prisonniers, tué 40 hommes et enlevé un drapeau. Ils n'ont eu de leur côté que 15 hommes hors de combat, tant tués que blessés. Le soir, la ville a été illuminée.

Les habitants, sachant le sort qui leur est réservé, sont décidés à se défendre jusqu'à la dernière extrémité.

A Rome, à la nouvelle de l'invasion de la Romagne par les Autrichiens, l'effervescence du peuple est devenue extrême ; le ministre de la guerre a publié une proclamation annonçant que les Autrichiens sont entrés dans les Etats-Romains ; il appelle aux armes la garde nationale et tous les régiments de ligne cantonnés dans la capitale pour les diriger immédiatement sur la Catalogne, qui est la seule position militaire où il soit possible de faire une première défense.

Le ministre de la justice a fait à la chambre, le 8 août, au nom du pape, l'importante déclaration qui suit :

"Sa Sainteté considère l'entrée des Autrichiens dans les Etats pontificaux comme une insulte personnelle à lui-même et à son caractère de souverain pontife. Sa Sainteté propose d'envoyer au camp du maréchal Walden une députation composée de cardinal Marini et des princes Corsini et Sinaïetti, chargés d'insister sur la retraite des troupes autrichiennes, et de menacer le général des troupes impériales, d'user des moyens en son pouvoir pour obtenir l'évacuation.

En effet, le cardinal Marini, le prince Corsini et le prince Simonetti, sont partis en qualité de commissaires pour intimier au général Walden l'ordre d'évacuer immédiatement le territoire pontifical, et en cas de refus, lui déclarer la guerre au nom du pape. Rome est préoccupée et agitée.

Les ministres de France et d'Angleterre résident à Florence, ont protesté auprès du général Walden contre le bombardement de Bologne.

De leur côté, les Bolognais ont expédié des courriers à toutes les villes de la Romagne pour demander des secours.

Aux dernières dates, on assurait que le général Walden avait été désavoué et avait reçu l'ordre d'évacuer le territoire pontifical.

### FRANCE.

Paris, 17 août 1848.

Il n'était que trop vrai, à la date de ma dernière lettre, que Milan avait succombé, la Lombardie et sa capitale étaient retombées sous le pouvoir des Autrichiens, en vertu d'une capitulation signée entre le roi Charles-Albert et le maréchal Radetzki. Cette capitulation a causé dans toute l'Italie et dans toute la France, qui sympathisait avec elle, un saisissement d'autant plus grand, qu'elle avait été précédée d'un engagement livré sous les portes mêmes de Milan, et dans lequel les Autrichiens, repoussés, avaient perdu quelques centaines de prisonniers. Mais il paraît que l'armée piémontaise découvrit bientôt avec stupéur que Milan ne possédait aucune des ressources qu'elle avait espéré y trouver. Par une imprudence criminelle, les autorités de cette ville n'avaient pas réuni des approvisionnements pour plus de deux jours, et par une imprévoyance plus criminelle encore, le parc d'artillerie avait été expédié sur une autre ville, d'où il n'était plus possible de le faire revenir. De moment en moment, l'armée de Radetzki s'approchait plus nombreuse, et menaçait de couper tout retraite au roi Charles-Albert, qui allait se trouver réduit à se frayer un chemin à la bayon-

nettes, avec 45,000 hommes, au milieu d'une armée de 100,000, ou à soutenir dans Milan un blocus que la famine aurait promptement amené à une ignominieuse fin. Dans ces tristes conjonctures, le roi de Sardaigne eut devoir éviter une lutte qui ne pouvait être que désastreuse pour son armée et pour les habitants de Milan, et il signa une capitulation qui lui assurait une retraite paisible, et garantissait la vie sauve aux Milanais. Une partie de ces derniers fut exaspérée en apprenant cette triste issue, comme si elle n'avait point été le résultat de leur imprévoyance et de leurs dissensions !

Le mot de trahison, cette excuse de tous les vaincus fut prononcée contre Charles-Albert, qui, ayant tenté de justifier sa conduite, fut saisi par une bande, des mains de laquelle on le retira à grand-peine, tout meurtri et souillé de boue. Le sang s'est mêlé à cette boue, car les fidèles Piémontais furent obligés de faire feu pour délivrer leur roi. Que celui-ci a dû faire d'amères réflexions ! Que cette insulte publique, faite par des émigrés sans courage à l'homme qui a combattu pour eux et sans eux, indique bien leur caractère ! Ce martyr, subi par Charles-Albert au milieu de tous ces larcons de patriotisme, a été, pour ce monarque, l'expiation de son ambition. Aussi, l'a-t-il accepté avec une résignation héroïque. Il n'en fait aucune mention dans ses proclamations à l'armée et au peuple piémontais ; proclamations dans les quelles il exhorte l'une à la patience et l'autre à la persévérance, pour réparer ces revers de la fortune. Un incident heureux lui en facilitera les moyens. A la demande pressante des représentants de France et d'Angleterre, qui s'étaient rendus à Turin et à Milan, Radetzki a signé un armistice de 15 jours entre les armées belligérantes, à la condition que les forteresses de Peschiera, Rocca d'Anfo et Arona seraient évacuées par les troupes sardes, ainsi que les Etats de Modène, de Parme, et les villes de Plaisance et de Venise. Le sort de cette dernière s'est donc décidé dans Milan. D'un autre côté, les cabinets de Paris et de Londres ont formellement offert leur médiation.

Le général Cavaignac chausse, malgré lui, les bottes diplomatiques de Louis-Philippe, et M. Bastide les souliers ministériels de M. Guizot ; ce qui faisait qu'un membre exalté du comité des affaires étrangères disait l'autre jour à M. Bastide : "Je vais demander le rappel de M. Guizot ; il est injuste qu'il soit en exil, quand ses idées sont aux affaires." Tant il est vrai que les choses changent d'aspect, suivant qu'on les examine du haut du pouvoir ou du fond de l'opposition, suivant qu'on gouverne ou qu'on critique.

Le bruit a couru que les patriotes milanais, aimant mieux détruire leur capitale que de la laisser sous le joug de l'Autriche, avaient allumé aux quatre coins de la ville un incendie qui en avait détruit une grande partie. Ce bruit a été recueilli et rapporté à Paris par la princesse Belgiojoso, qui, quant aux habits de son sexe, a tout en vain de jouer le rôle glorieux de Jeanne d'Arc, à quelque chose près, parmi ses compatriotes. Il est à désirer que cette nouvelle ne se confirme pas ; car à quoi bon ce désespoir qui n'aurait su faire que des ruines ? Le patriotisme ne consiste pas à brûler son pays, mais à le défendre. Rotopchin ne sera jamais qu'un barbare aux yeux de l'histoire, et encore Rotopchin avait bravement combattu avant de passer du rôle de soldat à celui d'incendiaire.

Une autre nouvelle non moins grave, et plus certaine est celle de l'occupation et du bombardement de Bologne par les troupes du général autrichien Walden, qui a aussi fait occuper Ferrare, appartenant, comme Bologne, au gouvernement pontifical. A la suite de cette invasion qui rien ne semble autoriser, une collision s'étant élevée entre les Bolognais et les Autrichiens, le général Walden frappa la ville d'une contribution de 100,000 écus, et prit huit otages. Aussitôt le tocsin sonna ; le peuple courut aux armes et chassa les Autrichiens, en leur tuant 40 soldats et en leur faisant 40 prisonniers. Walden établit alors une batterie sur une montagne, et bombardait la courageuse cité ; mais les paysans vinrent au secours des bourgeois, et obligèrent l'ennemi à cesser le feu. En apprenant ces événements, le corps diplomatique résidant à Florence adressa une protestation énergique au général Walden, qui a, dit-on, été réprimandé et désavoué par son gouvernement. Mais Walden se soucie probablement fort peu de ce qu'on pense à Vienne. Il a agi d'après les ordres du maréchal Radetzki, soldat fort peu obéissant et tout-à-fait sans gêne, qui a, dit-on, répondu à notre chargé d'affaires, avant de négocier l'armistice : "C'est la France qui a fait tout le mal ; ce n'est pas elle qui peut le réparer." Nous espérons qu'il se trompe, si, comme on n'en saurait douter, Pie IX réclame, pour venger ses droits méconnus, l'appui de la France et de l'Angleterre.

Un élève du nom de Le Roy ayant été couronné, un de ces espions collégiens qui naguère demandaient à tue-tête la *guiswillaire* pour jouer mèche à M. Salvandy ou à M. Guizot, se met à crier : *Vive Le Roy !* Aussitôt toute la bande se saisit la balle au bond et de révéler sur tous les tons *Vive Le Roy !* M. Thénard, M. Orfil et tous les anciens membres de l'Université, connus par leur attachement à la dernière monarchie, devinrent jaunes et sérieux comme des momies égyptiennes. Armand Marrast et le général Cavaignac, qui assistaient à cette scène, eurent plus d'esprit ; ils en rirent de bon cœur.

F. GAILLARD.